

Inter Pares

Faits saillants 2007

En 2007, en plus de poursuivre son action politique au Canada et à l'international, Inter Pares a offert plus de 5 millions \$ pour soutenir le travail de ses homologues en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada. Voici les faits saillants de ces activités. Pour obtenir des informations plus complètes, veuillez visiter notre site Web, www.interpares.ca.



Moines lors du récent soulèvement en Birmanie.

Asie

600 000 personnes déplacées sur le territoire birman qui se sont réfugiées au plus profond de la jungle ou dans les montagnes.

- Pendant l'année, Inter Pares a fourni près de 700 000 \$ au *Thailand Burma Border Consortium* (TBBC) pour l'achat de produits alimentaires, de combustible à cuisson, de moustiquaires et d'autres produits essentiels à l'intention des 165 000 Birmanes et Birmans vivant dans des camps de réfugiés en Thaïlande. Le TBBC, un consortium d'organismes humanitaires internationaux, offre aussi de l'aide transfrontalière à quelques

- Dirigé par des moines et des nonnes bouddhistes, le récent soulèvement populaire en Birmanie a démontré le rôle vital des médias pour faire sortir les nouvelles du pays et montrer au reste du monde toute la brutalité déployée par la junte militaire. Cela fait des années qu'Inter Pares appuie le développement de médias indépendants pour contourner la lourde censure appliquée dans les médias officiels birmans. Des membres de la coalition *Burma News International* ont joué un rôle crucial dans la cueillette et la diffusion de l'information pendant la dernière vague de répression, malgré les efforts de la junte pour couper le pays du reste du monde.

- En Inde, en collaboration avec *South Against Genetic Engineering* (SAGE), une coalition de soixante-dix groupes citoyens, *Deccan Development Society* (DDS) a organisé dans quatre États des événements visant à débattre de l'introduction d'organismes génétiquement modifiés, en faire la critique et promouvoir l'agriculture écologique. C'est en grande partie grâce aux recherches continues de DDS sur l'introduction du coton Bt en Inde que l'on connaît maintenant les coûts dévastateurs, tant sur le plan social qu'économique, pour les communautés agricoles indiennes de la culture de cette variété de coton transgénique. Le travail d'organisation de SAGE a permis d'adresser une charte de requêtes au gouvernement indien, afin qu'il compense les communautés pour les dommages subis et empêche les grandes sociétés d'introduire des variétés transgéniques sans les avoir testées au préalable et sans avoir consulté la population touchée.



CAROLINE BOUTREAU

Sophie Havyarimana du Burundi, prenant la parole à un événement sur la violence sexuelle durant les conflits armés, tenu à Ottawa.

Canada

- En septembre, Inter Pares a invité quinze militantes des droits des femmes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à participer à une série d'événements sur le thème de la violence sexuelle dans les conflits armés. Cet échange a permis aux militantes – qui travaillent toutes avec des survivantes de violence sexuelle –

de partager leurs expériences et leurs dilemmes, et d'apprendre les unes des autres. Elles ont échangé des connaissances sur plusieurs sujets : processus de vérité, justice et réparation, stratégies juridiques à l'échelle nationale et internationale, programmes de santé mentale et de soutien social. Elles ont aussi déterminé certains domaines de recherche et de collaboration pour l'avenir. Au Canada, elles ont rencontré des activistes des droits de la personne, des spécialistes juridiques, des psychologues, des universitaires, des responsables gouvernementaux et des membres du personnel de centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle. Pour partager ce travail et ces connaissances avec la population canadienne, Inter Pares a tenu des assemblées publiques à Ottawa, Toronto et Vancouver.

- Cela fait plusieurs années qu'Inter Pares soutient le travail de la Coalition canadienne de la santé en vue de défendre et promouvoir le régime public de soins de santé au Canada. En 2007, Inter Pares a soutenu *Les soins de santé publics, ça marche!* une campagne nationale d'action et d'éducation menée par la Coalition. La campagne a tenu trente-deux assemblées publiques d'un bout à l'autre du Canada, suivies d'une importante conférence à Regina, *S.O.S. Medicare 2: Looking Forward, Building on the Vision of Tommy Douglas*. Syndicats, organisations de femmes, professionnelles et professionnels de la santé et spécialistes internationaux y ont abordé ensemble la sauvegarde du régime public de soins de santé au Canada.

Afrique



ERIC CHAURETTE

Colleen Ross de la *National Farmers Union* et Jeanne Zoundjhekon de COPAGEN, au Forum mondial pour la souveraineté alimentaire, tenu au Mali en mars 2007.

- Un membre de l'équipe d'Inter Pares a participé au Forum mondial pour la souveraineté alimentaire au Mali, en mars 2007. Des porte-parole de groupes paysans du monde entier se sont réunis au sommet pour parler de l'avenir de l'agriculture durable et de l'urgence d'adopter des politiques nationales en matière de souveraineté alimentaire. À la suite du Forum, Inter Pares a coordonné une série d'événements au Canada, en partenariat avec la Coalition pour la protection du patrimoine génétique

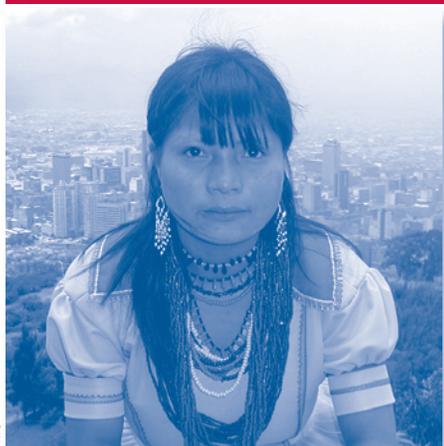
africain (COPAGEN). Outre les rencontres avec des responsables du gouvernement du Canada et de pays d'Afrique de l'Ouest, des organismes philanthropiques et des organisations agricoles canadiennes, Inter Pares a tenu des assemblées publiques. Ces efforts ont permis de mieux informer les décideurs de l'importance d'adopter des politiques qui favorisent et renforcent l'agriculture à petite échelle en Afrique.

- En prévision des élections de 2009 au Soudan, le *Gender Centre for Research and Training* encourage et promeut la participation politique des femmes. Une victoire récente est l'adoption par la commission électorale du Soudan d'une politique obligeant tous les partis à présenter au moins 25 % de candidatures féminines. De concert avec d'autres leaders et organismes, le *Gender Centre* incite tous les partis à promouvoir les droits des femmes dans tous leurs programmes et plateformes politiques. Les mois à venir seront cruciaux pour la société civile

soudanaise qui multiplie les activités de sensibilisation et d'éducation civique en vue des élections.

- Les organisations panafricaines, Association de coopération et de recherches pour le développement (ACORD) et *Third World Network-Afrique*, ont poursuivi leur travail de mobilisation, d'éducation et de plaidoyer politique auprès des acteurs de la société civile et responsables gouvernementaux sur l'impact des Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Sous le thème « Stop, réfléchis et résiste », la campagne a sensibilisé la population à l'impact exercé par les APE sur les ménages agricoles, les producteurs et les consommateurs. En permettant les importations européennes grassement subventionnées, les APE sont une véritable menace pour les économies agraires de l'Afrique.

Amérique latine



ONIC

Une femme, membre de la nation autochtone Embera Katio sur le versant d'un coteau à Bogotá, en Colombie.

- Au Guatemala, Inter Pares a continué d'appuyer les organismes qui travaillent auprès des femmes touchées par la violence sexuelle pendant le conflit armé. Le *Consortium des agentes pour le changement* a défendu les droits des femmes dans la mise en œuvre continue des accords de paix de 1996. En 2007, le Consortium a révisé le projet de loi sur les mesures de réparation pour les victimes du conflit. Cela a permis que la loi présentée au Congrès national du Guatemala prévoit un éventail plus

complet de mesures de réparation et élargisse la définition des crimes de violence sexuelle. C'est une reconnaissance publique et officielle des multiples façons dont les femmes ont été ciblées et brutalisées au cours du conflit armé.

- En 2007, Inter Pares a versé plus de 500 000 \$ pour soutenir le travail d'associations locales de personnes déplacées par le conflit armé en Colombie. Pendant l'année, ces associations ont réussi à négocier avec les autorités municipales en vue de loger plus de 800 familles déplacées. Grâce aux activités d'éducation sur les droits de la personne organisées dans le cadre de ce programme, 90 % des personnes déplacées sont maintenant inscrites au système national de santé. En formant le Réseau métropolitain des femmes à Bucaramanga, les femmes défavorisées et déplacées ont obtenu que les autorités locales financent des programmes sociaux pour contrer la violence envers les femmes.

- En juillet, les homologues d'Inter Pares au Pérou ont témoigné devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour dénoncer l'incapacité du gouvernement péruvien à traiter adéquatement de la violence sexuelle subie par les femmes pendant les deux décennies de conflit armé. Quatre organismes ont présenté la condition actuelle des femmes touchées par la violence sexuelle, à partir d'études de cas et d'informations documentées dans le rapport de la Commission de la vérité du Pérou, y compris la difficulté pour les femmes touchées de faire reconnaître leurs droits et de dénoncer l'impunité des coupables. On a demandé à la CIDH de souligner le non-respect par le gouvernement de ses obligations en vertu du rapport de la Commission de la vérité, et de presser le gouvernement d'agir dans ce domaine.

Le travail d'Inter Pares est possible grâce à l'appui de milliers de partisans et de partisanes d'un bout à l'autre du Canada et à l'aide financière du gouvernement canadien, versée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Inter Pares est profondément reconnaissante de l'appui et de la confiance qui nous sont accordés.